

• Agissons pour la transition écologique et énergétique •

Plan climat air
énergie territorial
2020-2025



SOMMAIRE

4 LE DIAGNOSTIC

- Page 4 : les émissions de gaz à effet de serre
- Page 5 : les consommations d'énergie
- Page 6 : la qualité de l'air

7 LES OBJECTIFS POUR ATTEINDRE LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050

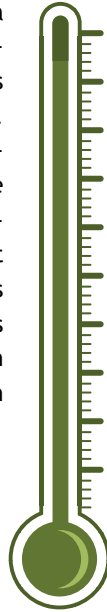
8 LE PROGRAMME D'ACTION ET SES 9 ORIENTATIONS

18 LES ACTEURS LOCAUX

ÉDITO

L'urgence ne se discute plus

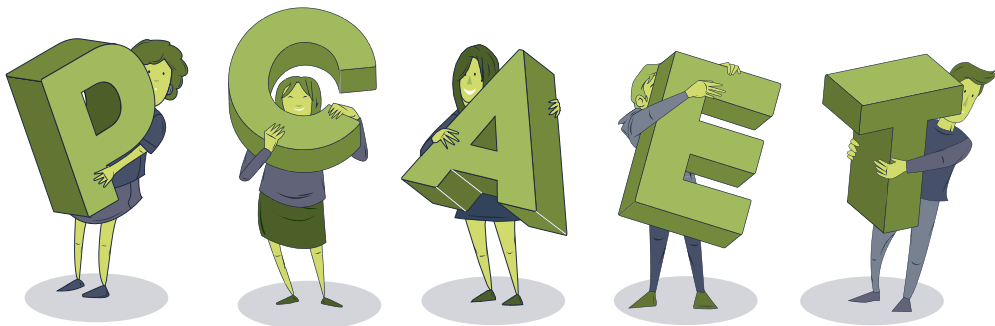
Le changement climatique est déjà une réalité. Ces cinq dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées au niveau planétaire. Sur le territoire de Lorient Agglomération, on observe également une nette augmentation des températures depuis les années 80. Des risques sont à craindre localement, comme des sécheresses prolongées, des épisodes de canicules plus fréquents, l'érosion littorale, des risques de submersion marine et la baisse de la biodiversité.



L'urgence ne se discute plus : il faut agir dès maintenant pour limiter l'ampleur du changement climatique et assurer la résilience du territoire et des citoyens. L'enjeu n'est pas uniquement environnemental mais aussi social et économique. Nous devons contenir la facture énergétique et redevenir maître du jeu en relocalisant la production d'énergie, l'alimentation, en créant des emplois et plus de solidarité.

Le PCAET ? c'est quoi ?

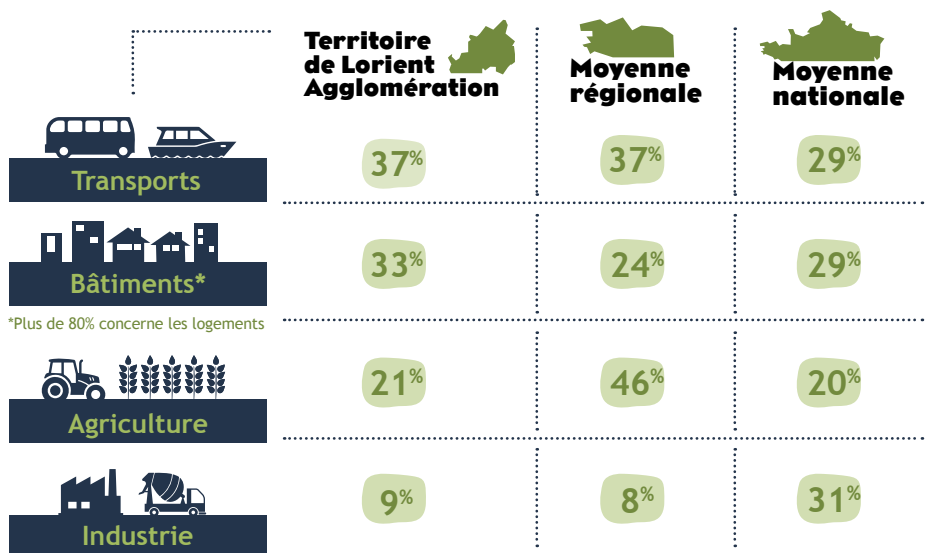
Le Plan climat air énergie territorial est le document cadre de l'action du territoire dans la transition énergétique, la lutte contre le changement climatique et l'adaptation aux évolutions en cours, la pollution de l'air. A partir des constats du diagnostic, il définit la trajectoire à 2050 et établit une feuille de route pour tous les acteurs du territoire sur les 6 années à venir.



LE DIAGNOSTIC

► Les émissions de gaz à effet de serre (GES)

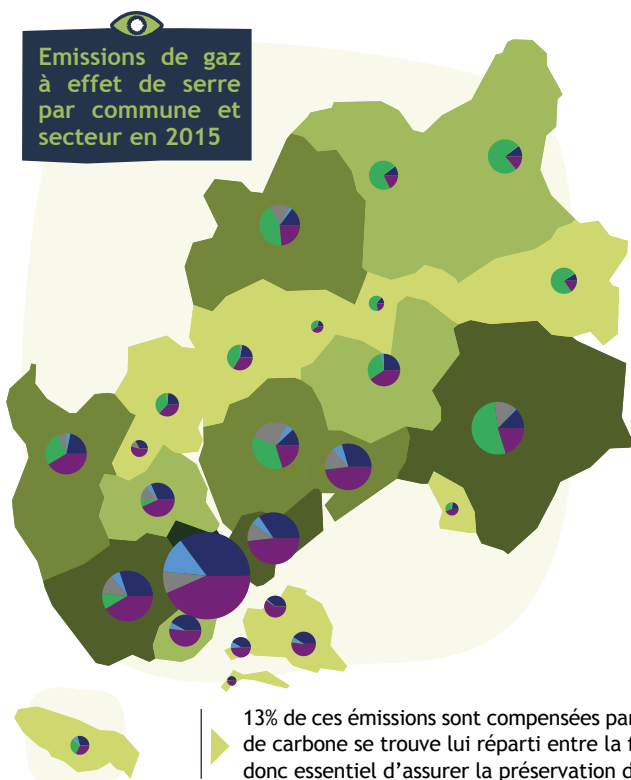
Les émissions locales représentent 922 000 tonnes équivalent CO₂ (teqCO₂) soit 4,5 teqCO₂/habitant (voir chiffres récapitulés en page 19). Ces émissions ne comprennent pas la fabrication et le transport des biens de consommation importés. Ce qui amènerait certainement à doubler ce résultat. Une légère diminution est amorcée entre 2008 et 2015 (-5%), qui doit être amplifiée.



Les transports et les bâtiments sont les secteurs les plus émetteurs (70% des émissions).

L'agriculture est moins présente qu'à l'échelle régionale et l'industrie moins qu'à l'échelle nationale.

Les émissions sont à 78% dues aux consommations d'énergie. Les émissions dites "non énergétiques" sont quant à elles liées à 70% à l'élevage (fermentation entérique, effluents d'élevage...).



On observe des disparités au sein du territoire, entre les communes rurales et les communes urbaines, qui concentrent une grande part des émissions du fait d'une population plus importante. L'agriculture et les déplacements sont les postes d'émission principaux dans les communes plus éloignées.

Emissions de GES par secteur

- Résidentiel
- Agriculture
- Tertiaire
- Mobilité
- Industrie

Emissions de GES directes et indirectes (téc CO₂)

- de 2 400 à 20 000
- de 20 000 à 40 000
- de 40 000 à 60 000
- de 60 000 à 120 000
- de 120 000 à 208 633

Emissions de GES (técCO₂)

- 208 633
- 52 158

Source : EQUITEE
Traitement : AudéLor

► Les consommations d'énergie

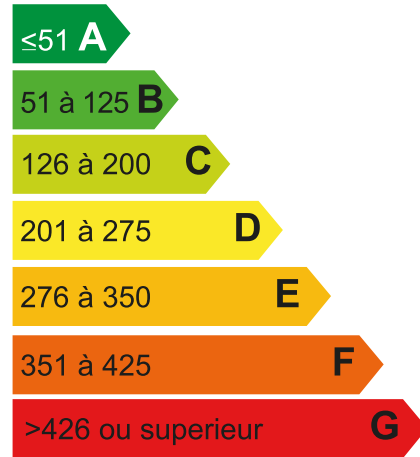
3 827 GWh

C'est la consommation énergétique finale de Lorient Agglomération en 2015. Une légère diminution est observée entre 2008 et 2015 (-4%).

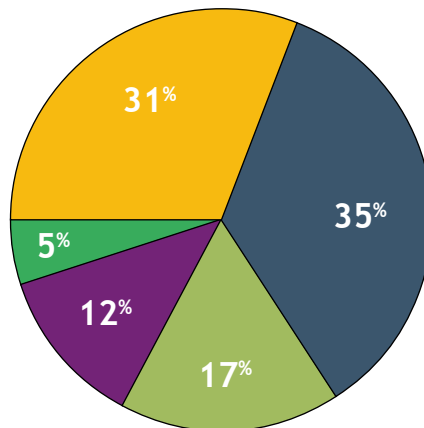


La moitié du parc de logements est considérée comme énergivore (diagnostic de performance énergétique supérieur à D).

► En kWh/m²/an



Consommation énergétique finale de Lorient Agglomération en 2015



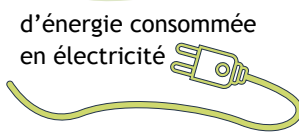
- Résidentiel
- Tertiaire
- Industrie
- Agriculture
- Transports

70%



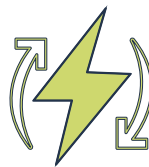
des énergies consommées sont d'origine fossile (produits pétroliers pour 42% et de gaz pour 28%).

26%



d'énergie consommée en électricité

4,2%



c'est la part d'énergie produite par le territoire en 2015 par rapport à ce qu'il a consommé. Au niveau national, cette proportion s'élève à 15%.

94% de l'énergie renouvelable locale est produite par le bois.

427 millions d'euros



“ On observe une hausse de 25% entre 2008 et 2015 ”

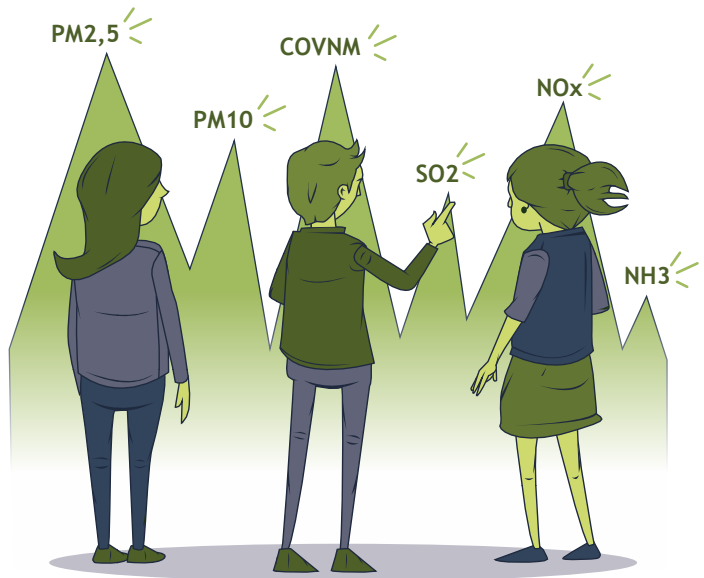
Les 2/3 sont payés par les ménages (2860€/an en moyenne) - le montant annuel, se répartissant pour moitié pour les déplacements et le logement pour l'autre moitié.

Lorsque plus de 10% des revenus d'un ménage sont consacrés aux factures d'énergie, celui-ci est considéré comme se trouvant en **situation de précarité énergétique**. Ils sont **11,5%** dans ce cas sur le territoire de Lorient Agglomération. Ce taux tend à progresser du fait de l'augmentation du coût de l'énergie. 60% des ménages concernés sont des propriétaires occupants aux revenus modestes à très modestes, éligibles aux aides du programme d'intérêt général de l'Habitat.

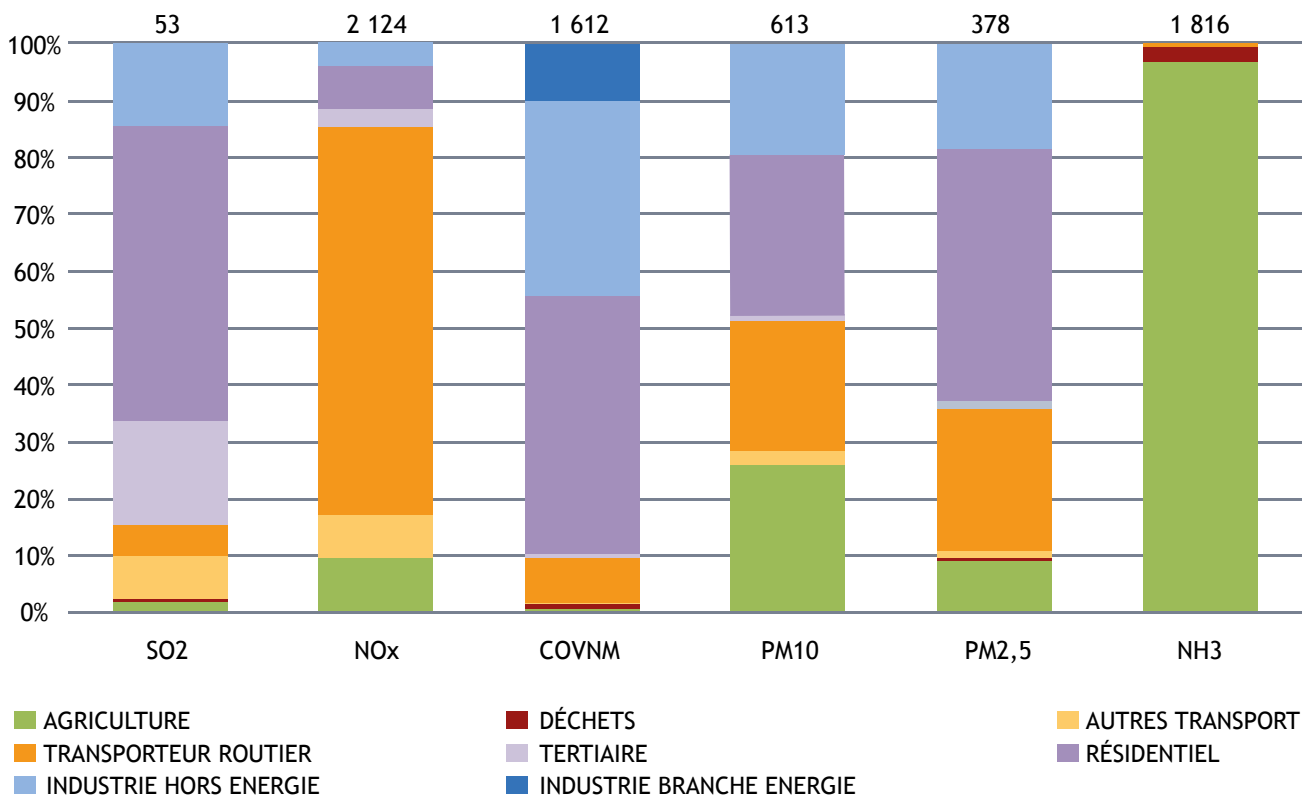
► La qualité de l'air

Des pics de pollution se produisent quelques fois pour les micropoussières en hiver (lors de masses froides et stationnaires) et en été lors des périodes de canicules pour l'ozone.

Une diminution des émissions est observée depuis plusieurs années sur les différents polluants suivis (micropoussières PM2,5 et PM10, oxyde de soufre SO2, dioxyde d'azote NOx, composés organiques non méthaniques COVNM) sauf pour l'ammoniac, émis par l'agriculture.

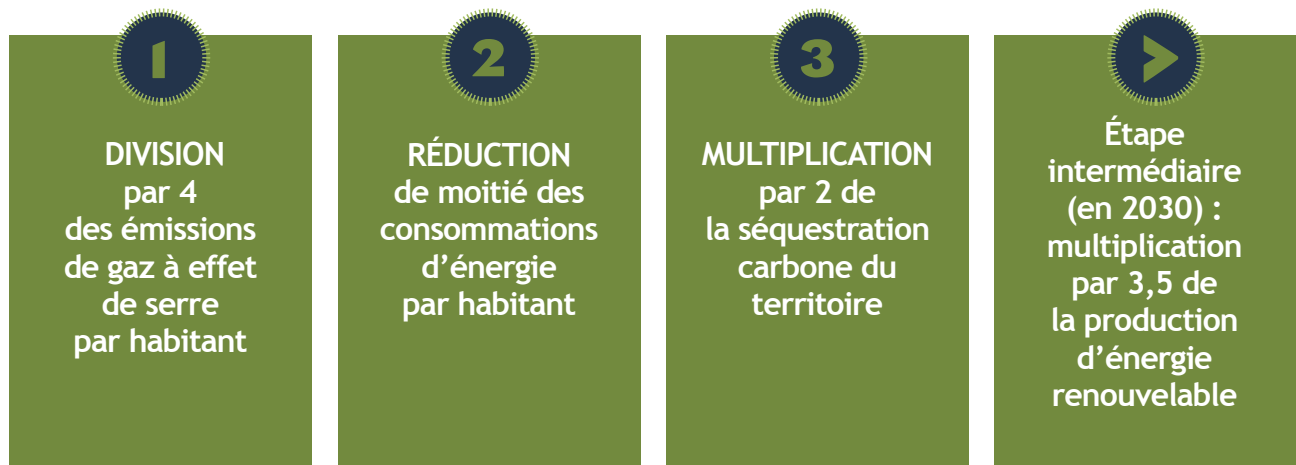


Répartition des émissions de Lorient Agglomération en 2016 (en tonnes)



La qualité de l'air intérieur est un point de vigilance avec le risque radon présent sur presque toutes les communes de Bretagne.

LES OBJECTIFS POUR ATTEINDRE LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050



➤ Ces objectifs se déclinent par secteur :

BATIMENT

Réduire de 81% les gaz à effet de serre du résidentiel et 76% du tertiaire

Pour ce faire, il est nécessaire de **rénovier tout le parc bâti d'ici 2050**. Pour l'habitat, cela correspond à 3000 logements à rénover par an : 2500 dans le parc privé et 500 dans le parc public, contre 2300 aujourd'hui. Pour le parc tertiaire, les collectivités doivent se montrer exemplaires.

Aussi, Lorient Agglomération s'engage à réduire de 50% les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie de son patrimoine et à couvrir 50% de ses consommations par des énergies renouvelables en 2025.

TRANSPORTS

Réduire de 78% les gaz à effet de serre

Plusieurs approches sont à mener en parallèle pour atteindre cet objectif.

- **Réduire les besoins de déplacements** en développant le télétravail, les espaces de coworking, la visio conférence...
- **Réduire la place de la voiture** en favorisant les transports en commun avec un objectif de progression de 10.000 voyages en bus d'ici 2022 (20 millions de

voyages en 2019) ; le vélo avec l'objectif d'atteindre une part de déplacements à vélo de 30% en centre urbain (Lorient-Lanester) et de 10% pour le reste du territoire ; le covoiturage en atteignant 2 passagers par voiture contre 1,4 en moyenne aujourd'hui.

- **Modifier les sources d'énergies** utilisées (électricité, gaz naturel véhicule, hydrogène).

ENERGIES RENOUVELABLES

Couvrir 18% de nos besoins en 2030



Cet objectif implique de multiplier par 3 la production de chaleur renouvelable (bois, solaire, méthanisation) et par 12 la production d'électricité (photovoltaïque,

éolien, hydroélectricité) par rapport à leur niveau de 2015. Au moins 15% de cette production devra être aux mains des citoyens et des collectivités.

SEQUESTRATION CARBONE

Multiplier par 2 le niveau actuel



Ceci nécessite de développer une meilleure gestion des forêts, d'accroître le nombre de plantations d'arbres, d'avoir recours à des matériaux biosourcés dont le bois dans la construction et le bois local pour le chauff-

fage. Il s'agit également de maintenir les prairies, de lutter contre l'artificialisation des sols, d'encourager la nature en ville, bénéfique aussi pour la fraîcheur en été.

LE PROGRAMME D'ACTION

Pour répondre aux enjeux identifiés et aux objectifs visés, un programme d'action a été co-construit avec de nombreux acteurs et habitants du territoire.

Il s'articule autour de **9 orientations**

comprenant **30 chantiers**

Il s'agit d'un engagement sur un programme de plus de **200 actions opérationnelles** dont environ un tiers ont débuté, un tiers sont à renforcer et un tiers constituent des actions nouvelles à lancer.

7 orientations

sont dédiées à la réduction des gaz à effet de serre par des actions dans les secteurs de l'habitat, la mobilité, les déchets, l'urbanisme, l'alimentation, l'exemplarité des collectivités et le développement des énergies renouvelables.

Une

est dédiée à l'adaptation car le changement est en cours.

La première

de toutes est dédiée à la mobilisation et l'accompagnement de tous les acteurs : habitants, jeunes, entreprises, car l'action de tous, collectivement et au quotidien, est nécessaire.

NOUS AUSSI
ON PEUT PARTICIPER ?



Il s'agit d'un préalable indispensable à la mise en œuvre du programme d'action. Chacun doit se sentir concerné et responsable de la transition écologique à mener. Passer à l'action et changer ses pratiques nécessite d'être accompagné dans la durée, de bénéficier de conseils et de retours d'expériences de ses pairs. La mise en réseau des acteurs mobilisés sur le territoire permettra une meilleure synergie des actions engagées.



- Organisation d'évènements thématiques sur une semaine : semaine du développement durable, de la réduction des déchets, pour les alternatives aux pesticides
- Proposition d'une conférence locale pour le climat
- Animation d'ateliers de mise en pratique sur le modèle des Repair Cafés
- Formation des animateurs enfance-jeunesse des communes
- Animation des zones d'activité pour engager les entreprises dans la responsabilité sociale et l'économie circulaire

L'aventure des Carbonautes

Le but ? Initier les habitants à la transition écologique en découvrant, à travers le jeu, comment adopter des habitudes plus respectueuses de la planète au quotidien : fabriquer soi-même ses détergents, trier correctement ses déchets, recycler du papier, créer un hôtel à insectes...

« L'Aventure des Carbonautes » c'est aussi l'aboutissement d'une démarche collaborative. Grâce au travail de fond mené depuis plus de 10 ans sur le territoire, 23 associations et 90 bénévoles ont répondu présent à l'appel d'ALOEN pour coopérer dans un projet commun. Une manière de créer du lien, et aussi de valoriser les initiatives et les acteurs locaux de la transition écologique auprès de 650 participants.



L'ambition est de disposer d'un parc immobilier sobre en énergie et favorisant les éco-matériaux grâce à du conseil pour la rénovation et la construction neuve, l'accompagnement des projets notamment pour les copropriétés, la poursuite des rénovations engagées par les bailleurs sociaux, des aides pour les publics en précarité, le soutien aux opérations exemplaires et innovantes.



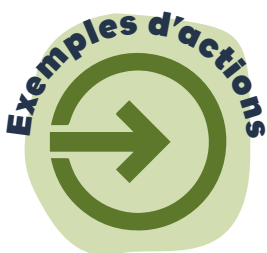
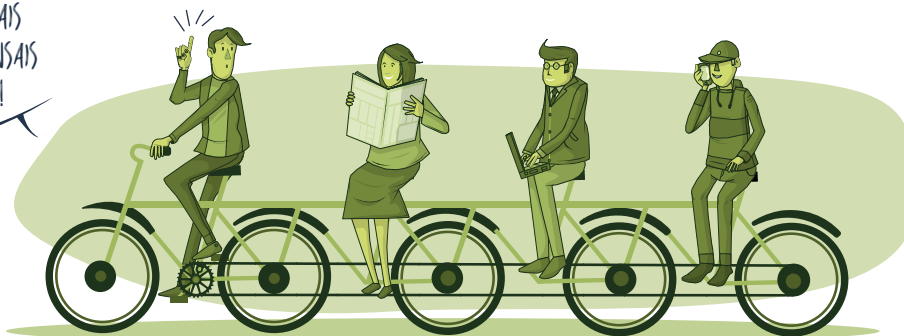
- ⇒ Réalisation de thermographies de façade avec les habitants
- ⇒ Mobilisation des professionnels du logement
- ⇒ Réalisation de diagnostics techniques globaux pour les copropriétés
- ⇒ Attribution d'aides financières sous conditions de ressources pour la rénovation thermique
- ⇒ Mise en place d'un Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (SLIME) pour accompagner les ménages en précarité énergétique
- ⇒ Distribution de kits de mesure de l'exposition au radon

Un lieu d'accueil unique pour l'habitat

Lorient Agglomération a créé l'Espace Info Habitat (EIH), un service public gratuit d'aide et de conseils délivrés par des conseillers neutres, aussi bien pour des questions sur des travaux d'isolation, sur le choix des équipements de chauffage, le type d'énergie à utiliser ou sur les économies d'énergie de manière plus générale. Cet Espace regroupe les services Habitat et Instruction des permis de construire de Lorient Agglomération, l'association départementale pour l'information au logement (ADIL), l'agence locale de l'énergie et du climat (ALOEN), pour faciliter le parcours des habitants dans leur projet.

Les priorités sont la réduction et la rationalisation de l'usage de la voiture au profit du transport collectif, des modes actifs et du covoiturage. Ces pratiques se développeront grâce à des services et des aménagements performants notamment en termes de sécurité pour la pratique du vélo et de rapidité pour les bus. L'intermodalité constitue une clé importante de la réussite. L'évolution des sources énergétiques est également prise en compte (électricité, gaz, hydrogène).

MOI QUAND JE DISAIS
TOUS A VELO JE PENSAIS
CHACUN LE SIEN !



- ⊕ Acquisition d'un deuxième bateau à motorisation propre
- ⊕ Optimisation du schéma cyclable intercommunale et fonds de concours pour les communes
- ⊕ Acquisition d'un cheval territorial à Hennebont et à Lorient
- ⊕ Mise en service d'une station de Gaz Naturel Véhicule
- ⊕ Renforcement des conseils en mobilité pour les entreprises

Abri Syklett, l'atelier vélo participatif et solidaire

Situé juste en face de l'entrée Nord de la gare de Lorient, rue Edouard Beauvais, l'abri Syklett est un atelier où l'on apprend à entretenir et réparer son vélo. Et aussi, un outil d'économie solidaire et d'insertion sociale.

Ce collectif regroupe trois associations - Vél'Orient, Optim-ism, Sauvegarde 56 - et un service, l'UEAJ, qui dépend de la Protection judiciaire de la jeunesse. Car la volonté est aussi de se servir des activités autour du vélo comme moteur d'insertion sociale. L'abri Syklett est un local équipé et outillé pour la réparation de cycles. Il est participatif, car il fonctionne sur la coopération et le partage de connaissances. Il est accessible à tous quels que soient l'âge et les compétences mécaniques.

Outre l'atelier de réparation, le collectif Syklett organise des ateliers mobiles, des balades, une vélo-école pour apprendre ou réapprendre l'usage du deux roues et un atelier de fabrication de vélos-cargo adaptés au transport de charges ou de personnes. Il propose également le service " Happy Syklet " consistant en des promenades en triporteur à assistance électrique pour des personnes âgées ou handicapées.



Les outils de planification sont des instruments clés pour prendre en compte les enjeux prioritaires du Plan climat (bâtiments, mobilités, agriculture...) et de la ville résiliente. Leur premier levier est la lutte contre l'étalement urbain et l'imperméabilisation des sols. La transition écologique et énergétique doit apparaître comme un axe clair dans les plans locaux d'urbanisme (PLU). Les opérations d'aménagement doivent de la même façon prendre en compte de manière ambitieuse et obligatoire les enjeux environnementaux dont le bioclimatisme, la gestion de l'eau et les énergies renouvelables.



- ④ Appui d'un énergéticien conseil pour l'instruction des permis de construire
- ④ Intégration de critères de développement durable dans le schéma directeur des zones d'activité
- ④ Accompagnement du service énergie pour les études d'approvisionnement énergétique des aménagements urbains
- ④ Choix de la performance environnementale comme critère de sélection des opérateurs et bailleurs

Des PLU pleins d'énergie !

Lorient Agglomération a mené une démarche collective pour concevoir en régie directe 10 PLU communaux en intégrant fortement la dimension énergétique, en lien avec le PCAET, par des règles concrètes et ambitieuses. Le PLU, en tant que projet de territoire, constitue un outil mobilisateur et pédagogique qui permet de définir une réelle stratégie pour répondre aux enjeux énergie-climat locaux. Alors qu'un grand nombre de règles relatives à l'énergie en restent souvent au stade de la préconisation dans la planification urbaine, l'objectif était ici de franchir plusieurs paliers en associant l'ensemble des parties prenantes (élus, chargés de PLU, instructeurs droit des sols, spécialistes de l'énergie). Ceci a permis de déterminer les bons leviers opérationnels sur chaque commune pour chacun des secteurs (industrie, commerce, habitat, stationnement...) et de définir des règles à la hauteur des enjeux (ex. pour les entreprises : couverture de 27% des besoins énergétiques par des énergies renouvelables).



Les collectivités ont un devoir d'exemplarité et d'innovation pour entraîner tous les acteurs et habitants du territoire dans la transition énergétique. Les actions portent sur le patrimoine bâti, l'éclairage public, les flottes de véhicules, le recours aux énergies renouvelables, la commande publique, le numérique responsable... Des mutualisations se développent pour partager l'ingénierie, les expériences, créer les capacités d'investissement et contenir les dépenses.



- ⊕ Mise en place de la plateforme de service de Lorient agglomération pour le conseil en énergie partagé, la valorisation des certificats d'économie d'énergie, l'achat groupé d'énergie...
- ⊕ Elaboration de schémas directeurs du patrimoine dans les communes
- ⊕ Construction et rénovation avec des matériaux biosourcés
- ⊕ Extinction de l'éclairage public
- ⊕ Labellisation Cit'ergie

Une cantine en bois, terre et paille à Quistinic

À Quistinic, le pôle Enfance-Jeunesse isolé avec de la paille donne toute satisfaction. Il accueille des enfants toute l'année. Sans chauffage ! Les cantines des deux écoles de la commune n'étaient plus aux normes. La municipalité de Quistinic a décidé de construire un bâtiment unique à égale distance des deux établissements. Mais comment construire une structure performante et durable à moindre coût ? La commune a adhéré au réseau BRUDED pour voir ce qui se faisait ailleurs. Le choix a été arrêté d'un bâtiment passif à ossature bois, isolé en paille, et habillé d'enduits en terre. De plus, la municipalité a souhaité qu'une partie des travaux se fasse avec les habitants, sous forme de chantiers participatifs pour impliquer les gens et créer du lien autour du projet. Tri Pemoc'h Bihan - c'est le nom du pôle Enfance-Jeunesse, une référence en breton aux Trois petits cochons - est opérationnel depuis l'automne 2015. Avec l'isolation en paille, semée et récoltée à Quistinic, l'installation du chauffage d'appoint prévu n'a pas été nécessaire.



Les potentiels du territoire s'avèrent réduits. Aussi, toutes les sources d'énergies renouvelables seront à exploiter pour produire en 2030 trois fois plus de chaleur renouvelable et douze fois plus d'électricité renouvelable qu'en 2015. Collectivités, habitants, exploitants agricoles, entreprises tertiaires, industries, tous sont concernés et ont besoin d'être conseillés. Pour multiplier les projets et bénéficier de retombées économiques locales, le financement participatif par les collectivités et les citoyens est encouragé.



- ⊕ Création de la Société publique locale énergies renouvelables pour développer les réseaux de chaleur au bois
- ⊕ Appui aux projets citoyens d'énergie renouvelable
- ⊕ Développement de l'hydroélectricité et de l'éolien terrestre par la SEM XSea
- ⊕ Elaboration d'un cadastre solaire
- ⊕ Soutien aux projets de méthanisation

Le développement des énergies renouvelables thermiques

Dans le cadre du Fonds chaleur porté par l'ADEME, Lorient Agglomération et ALOEN encouragent les collectivités et les entreprises à utiliser des énergies renouvelables pour leurs besoins de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire ou liée à leurs activités : bois énergie, solaire thermique ou encore récupération de chaleur. L'accompagnement proposé est global. Il démarre par une visite puis par une étude d'opportunité gratuite permettant à la municipalité ou à l'entreprise de valider son projet. Cet accompagnement se poursuit jusqu'à la réalisation et au suivi de l'installation. Il permet de bénéficier d'une expertise neutre et d'aides importantes à l'investissement. Plus d'une cinquantaine d'entreprises ont déjà bénéficié de ce service et plusieurs réseaux de chaleur sont en projet ou déjà réalisés sur les communes du territoire.

Nos ancêtres
connaissaient
déjà le principe
des 5 R !



Lorient Agglomération poursuivra sa politique exemplaire en matière de prévention et valorisation maximale des déchets, de réduction de l'impact de la collecte et du traitement des déchets en encourageant le principe des 5 R : Refuser, Réduire, Réutiliser, Réparer et Recycler.

L'accent sera également mis sur l'économie circulaire et l'écologie industrielle en coordination avec les politiques énergie, eau et mobilité.



- ④ Prêt de broyeurs de déchets verts aux communes et aide à la location pour les particuliers
-
- ④ Mise en place d'une matériauthèque
-
- ④ Création de nouvelles filières pour le réemploi et la valorisation des matériaux en déchèterie, qui deviennent connectées
-
- ④ Réduction de la fréquence des collectes des déchets ménagers résiduels
-
- ④ Développement de nouvelles filières de valorisation en circuits courts pour les entreprises

Le projet TER, Territoire économe en ressources

Ce projet s'inscrit dans le prolongement des actions menées dans le cadre de la labellisation « zéro déchets, zéro gaspillage » qui s'était conclu par l'opération « 15 entreprises témoins déchets et énergie ». Ce programme comprend la poursuite d'actions dans les domaines de :

- la réduction de la production des déchets avec la promotion des éco-événements culturels et sportifs par exemple, la prise en compte de ce critère dans les marchés publics
- du tri et du recyclage, avec le développement de nouvelles filières de valorisation notamment pour la fraction ligneuse des végétaux, les gravats
- l'accompagnement des acteurs économiques dans leur transition écologique, autour de 4 axes : écologie industrielle et territoriale, écologie portuaire, éco-conception, économie de la fonctionnalité et de la coopération.



En lien avec la Charte de l'agriculture et de l'alimentation et la politique de reconquête de la qualité de l'eau, la volonté est d'accompagner les exploitants agricoles vers des modes de production sobres et peu émetteurs.

La consommation de produits locaux est soutenue avec la structuration des filières. Elle favorise une alimentation de qualité qui répond aux attentes actuelles des consommateurs et sécurise les revenus des agriculteurs.



- ⇒ Mise en œuvre du projet alimentaire territorial
- ⇒ Développement de la commande publique de produits locaux, notamment biologiques pour la restauration collective
- ⇒ Création d'un site internet pour accompagner les ménages vers une alimentation durable
- ⇒ Accompagnement des exploitants, dans une approche globale (eau, gaz à effet de serre, qualité de l'air, stockage carbone) pour une agriculture durable
- ⇒ Proposition d'aides financières à l'installation, à la certification des productions Bio

La charte pour l'agriculture et l'alimentation du Pays de Lorient

Il s'agit d'un document d'orientations et d'un programme d'actions partagés entre institutions publiques, organisations professionnelles, acteurs associatifs, porteurs de projet. La démarche a permis de fédérer les acteurs locaux autour d'un projet collectif prenant en compte la lutte contre le changement climatique et aussi les attentes économiques et sociales. Cette charte s'articule autour de 4 défis.

- 1 Préserver et valoriser les ressources de l'agriculture et l'emploi
- 2 Co-construire un projet alimentaire territorial durable et partagé
- 3 Cultiver la qualité territoriale du pays de Lorient et favoriser la transition
- 4 Agir pour une mise en œuvre adaptée, concertée et volontariste de la Charte

EAU DU ROBINET, CHATEAU L'AGGLO !
MILLESIME Z0Z5, EXCELLENT CHOIX !



Trois chantiers répondent à cette orientation :

- préserver la ressource en eau d'un point de vue qualitatif à travers les compétences d'assainissement, de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) et quantitatif en limitant les prélèvements d'eau
- diminuer l'exposition des populations et des biens aux risques d'inondation et aux pics de chaleur à travers les plans communaux de sauvegarde notamment
- préserver les écosystèmes et la biodiversité grâce à une meilleure connaissance des milieux, des espèces et des ruptures de continuités écologiques, pour y apporter des corrections.



- ⌚ Augmentation de l'infiltration des eaux pluviales et préférence aux techniques alternatives « au tout tuyau » pour la gestion des eaux pluviales
- ⌚ Rénovation des réseaux d'eau et d'assainissement pour réduire les fuites
- ⌚ Sensibilisation aux économies d'eau
- ⌚ Développement des îlots de fraîcheur en ville
- ⌚ Rétablissement des continuités écologiques

L'atlas de la biodiversité intercommunale

Depuis septembre 2017, Lorient Agglomération élabore un atlas de la biodiversité à l'échelle des 25 communes de son territoire. L'objectif ? Mieux connaître et faire connaître la biodiversité locale, afin de favoriser une prise de conscience et une implication de tous en sa faveur. L'atlas se base sur les connaissances existantes et sur une campagne d'inventaire des habitats et des espèces du territoire, qui permettent de déterminer les dynamiques et pressions en cause dans la perte de biodiversité actuelle.

Le projet comprend également l'animation de temps forts sur la nature locale : la semaine pour les alternatives aux pesticides, le mois de la biodiversité et le festival Terre d'oiseaux ont ainsi permis une large sensibilisation aux enjeux de la biodiversité tout au long de l'année 2019. Au terme du projet, Lorient Agglomération capitalisera les acquis en proposant un plan d'actions en réponse aux enjeux de la biodiversité du territoire, de l'adaptation au changement climatique, de la nature en ville ou encore de la pollution lumineuse la nuit.



Ils agissent au quotidien pour la transition écologique du territoire, les connaissez-vous ?

ALOEN

L'Agence Locale de l'ENergie et du climat mobilise les citoyens et les entreprises du territoire pour qu'ils s'impliquent dans la transition énergétique, sociétale et environnementale. Elle anime l'Espace Info Energie et met en réseau les acteurs locaux.

La Société d'économie mixte XSEA

Cette SEM réunit à son capital des actionnaires publics (Lorient agglomération et plusieurs communes membres, ainsi que la Caisse des Dépôts et Consignations) et des actionnaires privés (Crédit Coopératif, Banque Populaire Atlantique, Sellow, SEM Lorient Keroman, SFLD, etc.). L'une de ses vocations est de favoriser le déploiement des énergies renouvelables sur le territoire (solaire, biogaz, éolien,...) en valorisant notamment le patrimoine bâti et non bâti des collectivités locales.

La Société publique locale Bois Energie Renouvelable

La SPL est constituée de 18 actionnaires, villes et agglomérations, sur les territoires de Lorient Agglomération et Quimperlé Communauté. La société gère des dispositifs de production d'énergie renouvelable, notamment des réseaux de chaleur bois-énergie. Elle participe à la structuration de la filière bois locale en soutenant la gestion durable des ressources en bois.

AEZEO

Basé à Larmor-PLage, AEZEO est un centre de formation spécialisé dans les énergies renouvelables. Il propose aux particuliers et aux professionnels des formations à l'autonomie énergétique dans le bâtiment par la maîtrise de la conception de systèmes, leur dimensionnement et l'apprentissage des techniques de pose. Il forme également à la fabrication de capteurs solaires, de poêles bouilleurs ou encore d'éolienne pour rendre accessible à tous ces technologies.

Bretagne Energie Citoyenne (BEC)

BEC a été créée en 2009 pour développer des projets citoyens d'énergies renouvelables. En 2015, l'association crée une société, la SAS OnCIMè, dans le cadre d'un projet innovant avec la Ville de Lorient sur la mise en service de plusieurs centrales photovoltaïques. Les membres de BEC mènent aussi des actions de sensibilisation des occupants des bâtiments communaux concernés.

L'Esat Kerhoas Services

Cet établissement et service d'aide par le travail propose la mise à disposition de gobelets réutilisables, incluant le tri et le lavage des contenants. Pour les salles de pause, événements, machines à café... Ce service permet d'utiliser des gobelets écologiques et limiter le gaspillage avec un minimum de 350 gobelets à la location.

EHOP

Cette association, soutenue par les collectivités régionales, a pour mission de mettre en œuvre toute action visant à développer la pratique du covoiturage du quotidien. Ouestgo est leur plateforme privilégiée pour le covoiturage de proximité en Bretagne et Pays de la Loire.

OPTIM'ISM

Optim'ism gère 2 exploitations maraichères à Pont-Scorff et Riantec, en se basant sur le cahier des charges de l'agriculture biologique et à vocation d'insertion sociale et professionnelle. Une ferme urbaine a été créée en 2019 à Lorient dans le quartier du Bois du château. D'autres activités sont développées comme l'entretien et l'aménagement d'espaces verts et espaces naturels, le tri des déchets en sous-traitance des Ateliers Fouesnantais pour le centre de tri des emballages de Lorient Agglomération.

Réseau Cohérence

L'association regroupe principalement en Bretagne plus d'une centaine d'adhérents (associations, syndicats, entreprises, agriculteurs, particuliers). Depuis 1997, Cohérence, développe des outils adaptés à la transversalité des problématiques écologiques, économiques, sociales et solidaires. Ces outils s'appuient sur la démocratie participative et la coopération entre les acteurs de la société civile et les élus des territoires.

Les filières étudiantes de la transition écologique

L'université de Bretagne sud et les lycées Saint Joseph-La Salle et Julien Crozet disposent de laboratoires de recherche et proposent de nombreuses formations : DUT Génie Thermique et Energie ; Licence Thermique Energétique ; Licence professionnelle maîtrise de l'énergie, électricité et développement durable ; Licence sciences appliquées, écologie et société ; Masters 2 en alternance Thermique énergétique ; Eco-conception de polymères et composites ; Ecologie industrielle et territoriale...

Et bien d'autres associations ou structures œuvrent dans toutes les communes !

Quelques chiffres repères pour comprendre ce qu'est une tonne équivalent CO2



12 aller-retour Lorient-Paris en voiture moyenne



312 aller-retour Lorient-Paris en TGV par passager



7 aller-retour Lorient-Paris



1 an de chauffage au gaz



270 kg de volaille



37 kg de bœuf



Pour en savoir plus :



Vous y retrouverez notamment
l'intégralité du Plan climat air énergie territorial,
élaboré avec les acteurs et les habitants du territoire.

Lorient Agglomération - Esplanade du Péristyle - CS 20001 - 56314 LORIENT CEDEX



Linked in